

DEMANDE DE L'AIDE À LA CRÉATION ET À LA REPRISE D'UNE ENTREPRISE (ACCRE)

RÉSERVÉ AU CFE U E F K



N° 13584*02

s'il y a plusieurs demandeurs, remplir autant de formulaires qu'il y a de demandeurs.

Demande de l'ACCRE au moment de la déclaration d'entreprise : _____

Demande de l'ACCRE postérieure au dépôt de déclaration d'entreprise (dans les **45 jours** suivant la déclaration d'entreprise).

Préciser le numéro SIRET de l'entreprise _____

Création d'une entreprise individuelle : compléter les cadres 1, 2, 4 et 5.

Création ou reprise d'une société : compléter tous les cadres de 1 à 5.

Déclaration n° _____

Reçue le _____

Transmise le _____

DÉCLARATION RELATIVE AU DEMANDEUR

1 **NOM DE NAISSANCE** _____

Prénoms : _____

Numéro de Sécurité Sociale du demandeur : _____

Domicile : rés., bât., n°, voie, lieu-dit _____

Code postal _____ Commune / Pays _____

Nom d'usage _____

Nationalité _____ Sexe M F Né(e) le _____

Numéro de téléphone personnel : _____

Forain Commune de rattachement administratif :

Code postal _____ Nom de la commune _____

SITUATION DU DEMANDEUR

2 Demandeur d'emploi indemnisé ou indemnisable

Demandeur d'emploi non indemnisé inscrit à Pôle Emploi six mois au cours des dix-huit derniers mois

Bénéficiaire : - du RSA - du RMI - de l'ASS - de l'ATA (1)

Jeune de 18 à 25 ans révolus

Personne de moins de 30 ans non indemnisée ou reconnue handicapée

Salarié ou personne licenciée d'une entreprise en redressement, liquidation judiciaire ou sauvegarde qui reprend l'activité de l'entreprise

Personne créant une entreprise implantée au sein d'une zone urbaine sensible

Bénéficiaire du complément de libre choix d'activité

(1) Parmi les allocataires de l'allocation temporaire d'attente (ATA) sont éligibles à l'ACCRE : les bénéficiaires de la protection subsidiaire autorisés à exercer une activité, les ressortissants étrangers auxquels une carte de séjour temporaire a été délivrée, et les personnes en attente de réinsertion (anciens détenus et salariés expatriés non admis au régime d'assurance chômage).

3 **POUR UNE SOCIÉTÉ**

Dénomination sociale

Le demandeur :

détient avec sa famille plus de 50 % du capital dont 35 % au moins à titre personnel

est dirigeant et détient directement ou avec sa famille au moins un tiers du capital dont 25 % au moins à titre personnel, aucun autre associé hors de sa famille ne détenant plus de 50 % du capital.

détient, avec les autres demandeurs d'ACCRE, plus de 50 % du capital de la société, l'un au moins des demandeurs a la qualité de dirigeant, et chaque demandeur détient une part du capital au moins égale à 10 % de la part détenue par le principal actionnaire ou porteur de parts

Nombre total d'associés (y compris le demandeur) : _____

4 Niveau de formation (cf. notice) _____

Motif d'inscription à Pôle Emploi (cf. notice) _____

Qualification du dernier Emploi occupé (cf. notice) _____

Date d'inscription à Pôle Emploi : le _____

Le demandeur est titulaire d'un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE)

Le demandeur est en cours d'accompagnement dans le cadre du parcours NACRE

Nombre d'emplois (y compris le demandeur) : - créés _____ (en cas de création)

- repris _____ (en cas de reprise)

5 J'atteste sur l'honneur que l'ACCRE ne m'a pas été accordée au cours des 3 dernières années et que les renseignements ci-dessus sont exacts, sous peine des sanctions prévues par la loi.

Date : _____

Signature du demandeur :

CADRE RÉSERVÉ À L'URSSAF

Demande acceptée

Demande refusée

Motif _____

N° d'enregistrement du dossier _____

Date _____

NOTICE DEMANDE DE L'AIDE À LA CRÉATION ET À LA REPRISE D'UNE ENTREPRISE (ACCRE)

L'Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'une entreprise

Selon le régime fiscal choisi, l'ACCRES consiste, soit en une exonération de cotisations sociales pendant 12 mois, soit en un allègement des cotisations sociales pour une durée maximale de 36 mois. Sous certaines conditions, vous pouvez bénéficier du nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise (NACRE). Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site www.entreprises.gouv.fr/nacre

SITUATION DU DEMANDEUR

PIÈCES JUSTIFICATIVES À PRODUIRE (photocopie)

2

- Demandeur d'emploi indemnisé
- Demandeur d'emploi indemnisable : personne remplissant les conditions pour bénéficier de l'allocation d'assurance chômage ou de l'allocation prévue en cas de convention de reclassement
- Demandeur d'emploi non indemnisé inscrit à Pôle Emploi six mois au cours des dix-huit derniers mois
- Bénéficiaire du Revenu de Solidarité Active, du Revenu Minimum d'Insertion, de l'Allocation de Solidarité Spécifique ou certaines catégories de bénéficiaires de l'Allocation Temporaire d'Attente
- Jeune de 18 à 25 ans révolus
- Personne de moins de 30 ans non indemnisée (durée d'activité insuffisante pour l'ouverture de droits) ou reconnue handicapée
- Salarié ou personne licenciée d'une entreprise en redressement ou en liquidation judiciaire qui reprend l'activité de l'entreprise : l'entreprise est soumise à l'une des procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires et le salarié ou la personne licenciée reprend tout ou partie de cette entreprise en s'engageant à investir en capital la totalité des aides et à réunir des apports complémentaires en capital au moins égaux à la moitié des aides accordées
- Personne créant une entreprise implantée au sein d'une zone urbaine sensible
- Bénéficiaire du complément de libre choix d'activité

- Si l'exercice se fait en société : fournir les statuts
- Notification d'ouverture de droit ou dernier titre de paiement
- Bulletins de salaire des 4 derniers mois et lettre de licenciement ou bulletin d'acceptation de la CRP (Convention de reclassement personnalisé) ou du CTP (Contrat de transition professionnelle)
- Historique de l'inscription à Pôle Emploi
- Attestation justifiant la qualité d'allocataire ou de bénéficiaire des aides mentionnées
- Pour les moins de 26 ans, la pièce d'identité attestant de la date de naissance suffit
- Pour les 26 à moins de 30 ans : attestation sur l'honneur de non indemnisation par le régime d'assurance chômage ou contrat de travail accompagné de toute pièce attestant de sa rupture ; pour une personne handicapée, justificatif de reconnaissance de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits et de l'autonomie.
- Copie du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire ou à défaut une attestation du liquidateur, de l'administrateur judiciaire ou du juge commissaire
- Justification de l'adresse de l'établissement où s'exerce l'activité dans la ZUS
- Notification d'ouverture du droit à l'allocation ou titre du dernier paiement

4

Codes Niveau de formation initiale :

- | | |
|---|----------------------------------|
| 1 : Au moins Bac plus 3 | 5 : Niveau CAP, BEP sans diplôme |
| 2 : Bac plus 2 | 6 : Niveau inférieur au CAP, BEP |
| 3 : Niveau Bac ou équivalent | 7 : Études primaires |
| 4 : CAP, BEP avec diplôme ou équivalent | |

Codes Motif d'inscription à Pôle Emploi :

- | | |
|---|-----------------------------------|
| 1 : Licenciement économique | 6 : Fin de mission d'intérim |
| 2 : Rupture conventionnelle du contrat de travail | 7 : Recherche d'un premier emploi |
| 3 : Autre licenciement | 8 : Fin de période d'inactivité |
| 4 : Suite à démission | 9 : Fin de contrat aidé |
| 5 : Fin de CDD | 0 : Autre motif : |

Codes Qualification du dernier emploi occupé :

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------|
| 1 : Ouvrier | 5 : Artisan, commerçant |
| 2 : Employé, Technicien | 6 : Profession libérale |
| 3 : Agent de maîtrise | 7 : Agriculteur |
| 4 : Profession intermédiaire, cadre | 8 : Sans qualification |

Si vous ne pouvez pas bénéficier de l'ACCRES, sachez que d'autres dispositifs de soutien à la création ou à la reprise d'entreprise ont été mis en place par les pouvoirs publics, notamment :

1. Le report des cotisations et contributions sociales dues au titre de la première année d'activité et l'étalement sur cinq ans de leur paiement

Il permet au créateur ou repreneur d'une entreprise de demander un différé de paiement, et, éventuellement, de bénéficier d'un paiement échelonné (sur une période maximale de 5 ans, à hauteur de 20 % au minimum par an) des cotisations et contributions sociales personnelles dues au titre des 12 premiers mois d'activité. Le bénéfice du report et de l'échelonnement du paiement des cotisations et contributions sociales doit faire l'objet d'une demande écrite de l'intéressé qui doit être présentée au plus tard à la date de la première échéance d'appel à cotisations et avant tout versement de cotisations et contributions sociales (3 mois après l'immatriculation). Contactez : votre caisse du régime social des indépendants ou votre URSSAF

2. Exonération de cotisations sociales au bénéfice des salariés-créateurs

Elle permet aux salariés qui créent ou reprennent une entreprise tout en étant employés dans une autre entreprise, de bénéficier, durant les 12 premiers mois d'activité, d'une exonération de cotisations sociales dues au titre de leur nouvelle activité d'entrepreneur. La demande doit être effectuée par écrit et doit intervenir au plus tard à la date de la première échéance d'appel à cotisations (3 mois après l'immatriculation et le début d'activité). Contactez : votre caisse du régime social des indépendants ou votre URSSAF

3. Le régime microsocial simplifié

Si vous relevez déjà ou que vous avez opté, dans le cadre de votre déclaration de création ou de reprise d'entreprise, pour le régime fiscal de la micro entreprise, vous pouvez bénéficier d'un calcul spécifique du montant de vos cotisations sociales basé sur le montant de votre chiffre d'affaires. Contactez : votre caisse du régime social des indépendants

4. Si vous implantez votre entreprise dans un Zone Franche Urbaine (ZFU)

Si vous vous installez en ZFU, vous serez exonéré de vos cotisations d'assurance maladie pendant 5 ans, dans la limite d'un seuil fixé par la réglementation, à l'exclusion de la cotisation finançant les indemnités journalières. Contactez : votre caisse du régime social des indépendants